

MESSAGE N° 237 *1^{er} mars 2011*
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi
d'un crédit d'engagement pour la construction
d'une pisciculture de remplacement

Conformément aux articles 29ss de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat et son règlement d'exécution du 12 mars 1996, nous avons l'honneur de vous soumettre un message à l'appui d'un projet de décret portant sur l'octroi d'un crédit d'engagement de 2 000 000 francs pour la construction d'une pisciculture de remplacement à Estavayer-le-Lac.

Le présent message comprend les subdivisions suivantes:

- 1. Introduction**
- 2. La pisciculture actuelle**
- 3. La gestion piscicole du lac de Neuchâtel**
 - 3.1 Le rôle des piscicultures cantonales*
 - 3.2 La gestion piscicole intercantonale*
 - 3.3 Avis de la commission technique intercantonale*
- 4. Le déplacement de la pisciculture et du hangar à bateau**
 - 4.1 Les projets d'aménagements touristiques de la commune d'Estavayer-le-Lac*
 - 4.2 Etat des procédures*
 - 4.3 Aménagement du territoire*
- 5. Description du projet de la nouvelle pisciculture**
- 6. Coût et financement**
 - 6.1 Le coût total*
 - 6.2 Financement*
 - 6.3 Evolution des coûts d'exploitation*
- 7. Calendrier**
- 8. Referendum**
- 9. Conclusion**

1. INTRODUCTION

La pisciculture actuelle a été construite en 1959 en remplacement d'une installation devenue vétuste et trop petite. Le crédit pour la construction de cette pisciculture avait fait l'objet d'un décret accepté par le Grand Conseil en février 1958. Le devis général était alors de 150 000 francs. Cette pisciculture est située près du débarcadère d'Estavayer-le-Lac, sur l'article N° 3308 du registre foncier de la commune d'Estavayer-le-Lac, d'une surface de 1165 m², propriété de l'Etat de Fribourg.

La commune d'Estavayer-le-Lac envisage différents aménagements touristiques susceptibles de toucher l'emplacement actuel de la pisciculture de l'Etat et du hangar du bateau de surveillance de l'Etat. Pour ces raisons la commune a proposé à l'Etat de déplacer la pisciculture et le hangar à bateau sur un terrain voisin lui appartenant.

Cette manière de faire permettrait d'une part à la commune d'Estavayer-le-Lac de réaliser une mise en valeur touristique du site concerné, et à l'Etat de Fribourg de procéder au remplacement de l'ancienne pisciculture, vé-

tuste, par une nouvelle pisciculture comprenant un hangar à bateau dans un endroit idéalement situé.

2. LA PISCICULTURE ACTUELLE

Construite en application du concordat sur la pêche dans le lac de Neuchâtel du 19 mai 2003 (ci-après: Concordat), la pisciculture d'Estavayer-le-Lac contribue au repeuplement du lac. Gérée par le Service des forêts et de la faune, en coordination avec le Service de la pêche du canton de Vaud, et en étroite collaboration avec les gardes-pêche vaudois de cette région, elle est la seule pisciculture présente sur la rive sud du lac de Neuchâtel.

La pisciculture d'Estavayer-le-Lac sert à la reproduction en écloserie d'alevins destinés exclusivement au repeuplement, lequel sert à soutenir l'exploitation piscicole, notamment la pêche professionnelle. Du fait que cette pisciculture est en exploitation depuis plus de 50 ans, ses installations arrivent en fin de vie (tuyauterie, filtres, prise d'eau, installations électriques, écloserie, etc.) ce qui nécessiterait à court terme, à savoir dans 1 à 3 ans, un assainissement total. L'assainissement comprendrait des travaux de remise état et de construction, ainsi que des installations techniques, pour un montant de 1 250 000 francs (réfection de toute la tuyauterie, remplacement du filtre à eau, des bacs en Eternit et des incubateurs, révision de la prise d'eau dans le lac et des pompes électriques, construction d'une annexe pour les bassins circulaires d'élevage avec un espace pour l'accueil du public, notamment des classes scolaires, et des démonstrations).

Le projet d'assainissement et d'agrandissement a été présenté à la commune d'Estavayer-le-Lac en 2007. Or, à l'occasion de cette présentation, le conseil communal d'Estavayer-le-Lac a informé l'Etat de son intention de mettre le secteur concerné en zone touristique et lui a proposé un échange de terrain.

Le projet d'assainissement total de la pisciculture actuelle a donc été suspendu.

3. LA GESTION PISCICOLE DU LAC DE NEUCHÂTEL

3.1 Le rôle des piscicultures cantonales

L'article 32 al. 1 du Concordat dispose que les cantons concordataires pourvoient au repeuplement du lac et exploitent eux-mêmes ou surveillent les établissements de pisciculture nécessaires. L'art. 31 al. 1 de la loi du 15 mai 1979 sur la pêche prévoit à son tour que «Le Service pourvoit au repeuplement des eaux sur lesquelles s'étend la régle de la pêche. A cet effet, il exploite ou fait exploiter des établissements et des installations de pisciculture».

Le canton de Fribourg, comme les cantons voisins (Vaud et Neuchâtel), exploite depuis fort longtemps des installations de pisciculture pour produire des poissons destinés uniquement au repeuplement. La pisciculture actuelle d'Estavayer-le-Lac produit essentiellement des alevins de corégones (palée et bondelle), qui sont remis à l'eau au maximum 3 semaines après l'éclosion. Ces dernières années entre 35 et 40 millions d'alevins ont été remis à l'eau au lac de Neuchâtel. La pisciculture produit aussi environ 200 000 alevins de brochet par saison. Ces ale-

vins sont nourris quelques semaines en pisciculture puis remis au lac.

La pisciculture actuelle n'est pas équipée pour incuber des œufs de truite de lac. Cette espèce est produite dans les écloseries des cantons concordataires puis des alevins sont repris par le canton et immergés dans les petits affluents du lac de Neuchâtel qui sont exploités par le service comme ruisseaux d'élevage. De ces ruisseaux, soit les jeunes truites de lac dévalent de manière naturelle dans le lac, soit elles sont capturées par pêche électrique après deux ans puis remises à l'eau au lac. Du fait qu'il s'agit d'une espèce de truite qui figure sur la liste rouge des espèces menacées de la Confédération (statut 2: fortement menacé), il est prévu d'équiper la nouvelle installation pour y produire également des truites de lac.

Il faut relever à ce titre que les piscicultures privées du canton produisent uniquement des truites de rivière (truite fario) pour le repeuplement. Les autres espèces, notamment les corégones et les truites de lac, ne sont pas disponibles sur le marché. A cela s'ajoute que chaque lac abrite des espèces adaptées au milieu et génétiquement différenciées par rapport à d'autres sites. Cette spécificité est particulièrement développée chez les corégones, pour lesquelles chaque lac abrite ses formes spécifiques (palée et bondelle pour le lac de Neuchâtel). Dans ce contexte il est rappelé que l'ordonnance du 24 novembre 1993 relative à la loi fédérale sur la pêche interdit l'introduction d'espèces étrangères à la région, c'est-à-dire de poissons qui ne sont pas suffisamment proches génétiquement des populations du lieu d'introduction (art. 6).

Les corégones sont les poissons dont vivent principalement les exploitations de pêche professionnelle sur le lac de Neuchâtel. Le repeuplement du lac par cette espèce est dans ce cas essentiellement un soutien de la pêche professionnelle. Les pêcheurs professionnels contribuent au repeuplement en participant, en période de reproduction, aux pêches de géniteurs et fournissent par ce biais les œufs qui sont incubés en pisciculture.

La population de truite de lac est faible dans le lac de Neuchâtel et le canton a pour mission d'entreprendre des mesures visant à conserver, voire à améliorer, les populations de cette espèce fortement menacée. La pisciculture fournit un repeuplement de soutien pour cette espèce. Parallèlement à cela d'autres mesures sont réalisées notamment au niveau de la restitution des voies de migration (les truites de lac remontent les cours d'eau pour se reproduire).

Actuellement la population de brochet se porte bien dans le lac. Vu que cette espèce est fortement appréciée par les pêcheurs de loisir et professionnels, les repeuplements de cette espèce s'effectuent essentiellement dans un but halieutique.

La future pisciculture serait en mesure de produire également d'autres espèces et de participer ainsi aux programmes de soutien ou de réintroduction d'espèces menacées ou disparues, comme par exemple l'écrevisse à pattes rouges.

3.2 La gestion piscicole intercantonale

La gestion piscicole du lac de Neuchâtel a fait l'objet de plusieurs concordats successifs entre les cantons riverains, à savoir Fribourg, Vaud et Neuchâtel. Le concordat en vigueur date du 19 mai 2003. Il a pour but d'uniformiser la réglementation du droit de pêche, de l'exercice de

la pêche, de la gestion piscicole et de la surveillance de la pêche dans le lac de Neuchâtel.

La commission intercantonale, composée des Conseillers d'Etat chargés des affaires de la pêche, exerce la haute surveillance sur la pêche et veille au respect du concordat.

En application de l'article 32 du Concordat les cantons coordonnent leurs activités de repeuplement du lac en fonction de l'évolution de l'empoissonnement et de la pêche. Pour répondre aux besoins de repeuplement, le canton de Fribourg exploite sa pisciculture en coordination et collaboration avec le canton de Vaud.

3.3 Avis de la commission technique intercantonale

La commission technique intercantonale de la pêche dans le lac de Neuchâtel est d'avis qu'une pisciculture sur la rive sud du lac de Neuchâtel est nécessaire afin de répondre aux exigences fixées dans le Concordat. De ce fait, elle juge nécessaire que la pisciculture existante d'Estavayer-le-Lac soit assainie ou déplacée. Le déplacement au nouvel endroit, situé sur la rive immédiate du lac, permettrait d'intégrer le hangar à bateau, ce qui faciliterait l'exploitation de manière générale et diminuerait en particulier la manipulation des alevins fraîchement éclos lors de leur mise à l'eau au lac.

Pour des raisons biologiques et de gestion, il est déconseillé de regrouper l'élevage de jeunes poissons dans une seule installation neuchâteloise existante. D'un point de vue biologique, le transport des œufs sur de longues distances entraîne de grandes pertes. De plus, d'un point de vue logistique, un seul garde-pêche n'arriverait plus à assurer le bon fonctionnement d'une telle installation et les déplacements des gardes vaudois et fribourgeois seraient très importants pour apporter quotidiennement à la pisciculture les œufs récoltés auprès des pêcheurs professionnels. Par ailleurs, un regroupement de l'écloserie sur une seule installation de pisciculture augmenterait le risque de maladies et de contamination; et en cas de panne, toute la reproduction d'une année pourrait être anéantie.

4. LE DÉPLACEMENT DE LA PISCICULTURE ET DU HANGAR À BATEAU

4.1 Les projets d'aménagements touristiques de la commune d'Estavayer-le-Lac

Comme relevé plus haut, dans le cadre de la révision de ses plans d'affectation des zones, la commune d'Estavayer-le-Lac prévoit d'inclure le secteur de la pisciculture actuelle dans la zone touristique. La commune a donc proposé à l'Etat de renoncer aux travaux de remise en état de l'actuelle pisciculture et d'en reconstruire une nouvelle sur un terrain adjacent lui appartenant en procédant au préalable à un échange de parcelles de surface identique.

Un autre projet prévoit l'aménagement d'un port de plaisance vers l'actuel port de Sicel où se trouve actuellement le hangar qui abrite le bateau de surveillance de l'Etat utilisé par les gardes-faune. Dans le cadre de cet aménagement, le hangar actuel devrait donc également disparaître.

4.2 Etat des procédures

Par la signature d'une convention, la commune d'Estavayer-le-Lac et l'Etat de Fribourg ont d'ores et déjà confirmé leur l'intention d'échanger des parcelles et ont trouvé un accord sur les conditions d'échange. La mise en œuvre de cette convention est toutefois subordonnée à l'acceptation du présent décret. Le plan de situation pour ce projet d'échange de terrains est annexé au présent message.

4.3 Aménagement du territoire

La révision du plan directeur du secteur riverain, ainsi que la modification du plan d'aménagement local (PAL), secteur pisciculture, et du plan d'aménagement de détail (PAD), secteur port de la Sicel, étaient en cours en décembre 2010.

5. DESCRIPTION DU PROJET DE LA NOUVELLE PISCICULTURE

Situé sur la presqu'île d'Estavayer-le-Lac, avec un accès direct au lac, le nouvel emplacement est idéalement situé pour les besoins de fonctionnement de la pisciculture et du hangar à bateau. Le projet de la nouvelle pisciculture s'intègre au paysage lacustre par une architecture douce. Les différentes ondulations du bâtiment tant en plan qu'en coupe permettent de minimiser son impact visuel depuis le lac et la terre ferme, et ainsi de lui donner une échelle proche de celle des chalets présents au nord-est de la presqu'île.

Le volume de la pisciculture se veut simple et efficace, ses façades en bois et sa longue toiture à trois pans amènent une douceur et une légèreté qui garantissent l'intégration du volume dans cet environnement sensible. Cette simplicité se retrouve également dans l'organisation intérieure de la pisciculture qui recherche efficacité et fonctionnalisme à l'intérieur d'un volume compact.

Au niveau constructif, le projet a été développé de manière à garantir une réalisation économique respectant le budget annoncé. Par une large utilisation du bois, la réalisation se veut également écologique. Le projet est situé sur un sol défavorable de dépôts lacustres, nécessitant des mesures constructives appropriées. La structure du bâtiment est par conséquent constituée d'un radier en béton armé posé sur une série de pieux forés. Sur cette base stable viennent s'installer les parois et pans de toiture en construction bois. L'utilisation du bois a également été prévue comme revêtement de façade et comme revêtement intérieur.

Pour avoir la certitude de pouvoir construire à cet endroit, les Services de l'Etat ont établi une étude de faisabilité. De même, afin de connaître les coûts de construction, ils ont donné à un bureau d'architecture le mandat d'établir le projet et le devis (position 4.2.32 Règlement SIA 103).

6. COÛT ET FINANCEMENT

6.1 Le coût total

Le montant total de l'investissement est devisé à 2 millions de francs, taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 8%

incluse. Cette estimation, dont le degré de précision est de +/- 10%, se compose des éléments suivants:

CFC	Travaux	Fr.
0	Terrain	0
1	Travaux préparatoires	290 000
2	Bâtiment	1 156 000
3	Equipements d'exploitation	414 000
4	Aménagements extérieurs	75 000
5	Frais secondaires et comptes d'attente	64 000
9	Ameublement et décoration	1 000
Total		2 000 000

6.2 Financement

Le montant total dont dispose d'ores et déjà le Service des forêts et de la faune pour la réalisation de cette pisciculture est de 1 069 000 francs. Ce montant se compose des éléments suivants:

	Fr.
Vente de la pisciculture «En Redon», commune de Pont-en-Ogoz; montant comptabilisé provisoirement au fonds de réserve des forêts domaniales.	502 000
Participation de la commune d'Estavayer-le-Lac	150 000
Mesure du plan de soutien à l'économie décidée par le Conseil d'Etat et le Grand Conseil	150 000
Report sur 2011	267 000
Total du financement existant	1 069 000
Dépense d'investissement extraordinaire à prévoir au budget 2012	931 000

La couverture du coût des travaux implique donc une dépense d'investissement de 931 000 francs, qu'il conviendra de prévoir au budget (2 000 000 francs moins 1 069 000 francs).

6.3 Evolution des coûts d'exploitation

Au niveau des coûts d'exploitation, il n'y a pas d'augmentation à prévoir par rapport aux coûts d'exploitation actuels. En effet la pisciculture continuera à être exploitée par les gardes-faune de la région de surveillance concernée, en étroite collaboration avec les gardes-pêche vaudois.

7. CALENDRIER

La mise en service de la pisciculture de remplacement est prévue pour l'automne 2012. D'ici là seuls les travaux d'entretien indispensables et incontournables seront effectués sur l'ancienne pisciculture, dans le seul but d'assurer son fonctionnement.

8. REFERENDUM

Le crédit d'engagement de 2 000 000 francs demandé est inférieur à limite prévue par l'art. 45 let. b de la Constitution de canton de Fribourg du 16 mai 2004 (1% du total des dépenses des derniers comptes de l'Etat, soit 33,13 millions de francs, comptes 2009). Il n'est par conséquent pas soumis au référendum financier obligatoire.

Le crédit d'engagement demandé est également inférieur à la limite prévue par l'article 46 al. 1 let. b de la Constitution cantonale (1/4% des derniers comptes de l'Etat, soit 8,28 millions de francs, comptes 2009) pour le référendum financier facultatif

Le décret n'est donc pas soumis au référendum financier.

9. CONCLUSION

Nous vous invitons à adopter le présent projet de décret.

Annexes: – Extraits du dossier de présentation du projet élaboré le 6 octobre 2010 par Viridis architecture, Fribourg, soit:

- Vue aérienne
- Plan d'implantation 1:500
- Plan 1:200
- Photos de maquette
- Plan de situation pour le projet d'échange de terrains avec la commune d'Estavayer-le-Lac.

BOTSCHAFT Nr. 237 *1. März 2011* **des Staatsrats an den Grossen Rat** **zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für den Bau einer Ersatzfischzuchtanlage**

Im Sinne von Artikel 29ff. des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates und seinem Ausführungsreglement vom 12. März 1996, legen wir Ihnen hiermit eine Botschaft zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit von 2 000 000 Franken für den Bau einer Ersatzfischzuchtanlage in Estavayer-le-Lac vor.

Diese Botschaft ist wie folgt gegliedert:

- 1. Einleitung**
- 2. Die bestehende Fischzuchtanlage**
- 3. Die fischereiliche Bewirtschaftung des Neuenburgersees**
 - 3.1 Die Funktion der kantonalen Fischzuchten*
 - 3.2 Die interkantonale fischereiliche Bewirtschaftung*
 - 3.3 Stellungnahme der interkantonalen technischen Kommission*
- 4. Die Verlegung der Fischzuchtanlage und des Bootshauses**
 - 4.1 Die touristischen Erschliessungsvorhaben der Gemeinde Estavayer-le-Lac*
 - 4.2 Stand der Verfahren*
 - 4.3 Raumplanung*
- 5. Projektbeschreibung für die neue Fischzuchtanlage**

6. Kosten und Finanzierung

- 6.1 Gesamtkosten*
- 6.2 Finanzierung*
- 6.3 Betriebskostenentwicklung*

7. Zeitplan

8. Referendum

9. Schlussfolgerung

1. EINLEITUNG

Die bestehende Fischzucht wurde 1959 als Ersatz für eine veraltete und zu klein gewordene Anlage gebaut. Der Kredit für den Bau dieser Fischzuchtanlage war Gegenstand eines Dekrets, das im Februar 1958 vom Grossen Rat genehmigt wurde. Die allgemeinen Kosten wurden damals auf 150 000 Franken veranschlagt. Diese Fischzucht liegt in der Nähe des Landungssteigs von Estavayer-le-Lac, auf dem Grundstück Artikel 3308 des Grundbuchs der Gemeinde Estavayer-le-Lac, mit einer Fläche von 1165 m², im Eigentum des Staates Freiburg.

Die Gemeinde Estavayer-le-Lac hat verschiedene touristische Einrichtungen vorgesehen, die einen Einfluss auf den aktuellen Standort der Fischzucht und des Bootshauses für das Aufsichtsboot des Staates haben könnten. Aus diesem Grund hat die Gemeinde dem Staat vorgeschlagen, die Fischzuchtanlage und das Bootshaus auf ein benachbartes Grundstück in ihrem Eigentum zu verlegen.

Einerseits würde dies der Gemeinde Estavayer-le-Lac erlauben, den betreffenden Standort für den Tourismus aufzuwerten, und andererseits könnte der Staat Freiburg die ehemalige, veraltete Fischzucht durch eine neue Anlage mit einem Bootshaus an einem idealen Standort ersetzen.

2. DIE BESTEHENDE FISCHZUCHTANLAGE

Die in Anwendung des Konkordats vom 19. Mai 2003 über die Fischerei im Neuenburgersee (das Konkordat) gebaute Fischzucht von Estavayer-le-Lac trägt zur Wiederbevölkerung des Sees bei. Sie wird vom Amt für Wald, Wild und Fischerei in Koordination mit der für die Fischerei zuständige Dienststelle des Kantons Waadt und in enger Zusammenarbeit mit den waadtländischen Fischereiaufscheidern der Region geführt. Es ist die einzige Fischzuchtanlage am Südufer des Neuenburgersees.

Die Fischzuchtanlage von Estavayer-le-Lac dient der Aufzucht von Fischbrut, die ausschliesslich zum Besatz bestimmt ist, was zur Stützung der fischereilichen Bewirtschaftung, namentlich der Berufsfischerei beiträgt. Da diese Anlage seit über 50 Jahren in Betrieb ist, nähern sich die Einrichtungen (Rohrleitungen, Filter, Wasseraufbereitung, elektrische Anlagen, Fischbrutanlage usw.) dem Ende ihrer Lebensdauer, was kurzfristig, also in 1 bis 3 Jahren, eine Gesamtanierung erforderlich machen würde. Die Sanierung würde Instandstellungs- und Bauarbeiten sowie technische Anlagen für einen Betrag von 1 250 000 Franken umfassen (Erneuerung der gesamten Rohrleitungen, Ersetzung des Wasserfilters, der Fischhälterungströge und Brutanlagen, Überholung der Wasseraufbereitung im See und der elektrischen Pumpen, Anbau für die Rundtröge zur Aufzucht mit einem Raum für den

Empfang von Besuchern, namentlich von Schulklassen, und für Vorführungen).

Das Sanierungs- und Ausbauprojekt wurde der Gemeinde Estavayer-le-Lac im Jahr 2007 präsentiert. Bei diesem Anlass informierte der Gemeinderat von Estavayer-le-Lac den Staat über seine Absicht, im betroffenen Sektor eine Tourismuszone zu schaffen und schlug ihm einen Landabtausch vor.

Das Totalsanierungsprojekt der bestehenden Fischzuchtanlage wurde daher sistiert.

3. DIE FISCHEREILICHE BEWIRTSCHAFTUNG DES NEUENBURGERSEES

3.1 Die Funktion der kantonalen Fischzuchten

Artikel 32 Absatz 1 des Konkordats legt fest, dass die Konkordatskantone für die Wiederbevölkerung des Sees sorgen und die notwendigen Fischzuchtanstalten selbst betreiben oder beaufsichtigen. Art. 31 Abs. 1 des Gesetzes vom 15. Mai 1979 über die Fischerei sieht seinerseits Folgendes vor: «Das Amt besorgt die Wiederbevölkerung der dem Regal unterstellten Gewässer. Zu diesem Zwecke betreibt es Fischzuchtanstalten oder -anlagen oder lässt solche betreiben».

Der Kanton Freiburg und seine Nachbarkantone (Waadt und Neuenburg) betreiben seit geraumer Zeit Fischzuchtanlagen, um Fische zu produzieren, die ausschliesslich der Wiederbevölkerung dienen. Die bestehende Fischzuchtanlage von Estavayer-le-Lac produziert im Wesentlichen Felchenbrütlinge (Palée und Bondelle), die spätestens 3 Wochen nach dem Schlüpfen ausgesetzt werden. In den vergangenen Jahren wurden zwischen 35 und 40 Millionen Brütlinge im Neuenburgersee ausgesetzt. Die Fischzuchtanlage produziert auch jede Saison rund 200 000 Hechtbrütlinge. Diese werden einige Wochen in der Fischzuchtanlage angefüttert und danach im See ausgesetzt.

Die bestehende Fischzuchtanlage ist nicht für die Inkubation von Seeforelleneiern eingerichtet. Dieser Fisch wird in den Brutanlagen der Konkordatskantone produziert, die Brütlinge werden anschliessend vom Kanton übernommen und in kleinen Nebenflüssen des Neuenburgersees ausgesetzt, die vom Amt als Zuchtfläche bewirtschaftet werden. Von diesen Bächen gelangen die jungen Seeforellen entweder auf natürliche Art in den See oder sie werden nach zwei Jahren mit dem Elektrofangergerät gefangen und anschliessend im See ausgesetzt. Da es sich um eine Forellenart handelt, die auf der Roten Liste der gefährdeten Arten des Bundes aufgeführt ist (Status 2: stark gefährdet), ist vorgesehen, die neue Anlage so auszustatten, dass dort auch Seeforellen produziert werden können.

Dazu muss gesagt werden, dass die privaten Fischzuchten im Kanton ausschliesslich Bachforellen zur Wiederbevölkerung produzieren. Die übrigen Arten, namentlich Felchen und Seeforellen, sind nicht auf dem Markt erhältlich. Dazu kommt, dass sich in jedem See Arten aufhalten, die sich ihrem Lebensraum angepasst haben und sich genetisch von der gleichen Art an anderen Standorten unterscheiden. Besonders ausgeprägt gilt dies für die Felchen, von denen sich in jedem See besondere Formen finden (Palée und Bondelle im Neuenburgersee). In diesem Zusammenhang wird daran erinnert, dass die

Verordnung vom 24. November 1993 zum Bundesgesetz über die Fischerei das Einsetzen von standortfremden Arten, d. h. von Fischen, die mit der Population ihres Einsatzortes genetisch nicht ausreichend verwandt sind, verbietet (Art. 6).

Die Berufsfischereibetriebe am Neuenburgersee leben hauptsächlich von den Felchen. Die Wiederbevölkerung des Sees mit dieser Art dient in diesem Fall im Wesentlichen zur Unterstützung der Berufsfischerei. Die Berufsfischer tragen zur Wiederbevölkerung bei, indem sie sich während der Laichzeit am Laichfischfang beteiligen und somit die Eier zur Verfügung stellen, die in der Fischzuchtanlage erbrütet werden.

Der Seeforellenbestand im Neuenburgersee ist gering und es ist die Aufgabe des Kantons, Massnahmen zu ergreifen, mit denen der Bestand dieser stark gefährdeten Art erhalten bzw. vergrössert werden soll. Der Besatz durch die Fischzucht dient zur Stützung dieser Art. Parallel dazu werden weitere Massnahmen umgesetzt, namentlich im Bereich der Wiederherstellung der Fischgängigkeit (Seeforellen steigen zur Fortpflanzung in die Zuflüsse auf).

Derzeit steht es gut um den Bestand an Hechten im See. Da der Hecht bei Freizeit- und Berufsfischern sehr beliebt ist, wird diese Art im Wesentlichen zum Fischfang aufgezüchtet.

In der geplanten Fischzuchtanlage könnten auch weitere Arten produziert werden. So würde ein Beitrag zu den Hilfs- und Schutzprogrammen für bedrohte oder verschollene Arten, beispielsweise dem Edelkrebs, geleistet.

3.2 Die interkantonale fischereiliche Bewirtschaftung

Die fischereiliche Bewirtschaftung des Neuenburgersees war Gegenstand von mehreren aufeinanderfolgenden Konkordaten zwischen den Anliegerkantonen, d. h. Freiburg, Waadt und Neuenburg. Derzeit gilt das Konkordat vom 19. Mai 2003. Es dient dazu, die Regelung des Fischereirechts, die Ausübung der Fischerei, die fischereiliche Bewirtschaftung und die Aufsicht über die Fischerei im Neuenburgersee zu vereinheitlichen.

Die Interkantonale Kommission übt die Oberaufsicht über die Fischerei aus und überwacht die Einhaltung des Konkordats; sie setzt sich zusammen aus den Staatsräten, die für die Fischerei zuständig sind.

In Anwendung von Artikel 32 des Konkordats koordinieren die Kantone ihre Wiederbevölkerungstätigkeit des Sees entsprechend der Entwicklung der Wiederbevölkerung und der Fischerei. Um den Wiederbevölkerungsbedürfnissen gerecht zu werden, betreibt der Kanton Freiburg seine Fischzucht in Koordination und Zusammenarbeit mit dem Kanton Waadt.

3.3 Stellungnahme der interkantonalen technischen Kommission

Die interkantonale technische Kommission für die Fischerei im Neuenburgersee ist der Ansicht, dass eine Fischzucht am Südufer des Neuenburgersees nötig ist, um die im Konkordat festgelegten Anforderungen zu erfüllen. Sie hält es daher für notwendig, dass die bestehende Fischzuchtanlage in Estavayer-le-Lac saniert oder verlegt wird. Die Verlegung an den neuen Standort, der

direkt am Seeufer liegt, würde es erlauben, das Bootshaus im Gebäude zu integrieren. Dies würde die Bewirtschaftung im Allgemeinen erleichtern und insbesondere die Handhabung der frisch geschlüpften Brütlinge bei der Aussetzung im See verkürzen.

Aus biologischen und organisatorischen Gründen wird davon abgeraten, die Aufzucht junger Fische in einer einzigen, bereits bestehenden Anlage im Kanton Neuenburg zusammenzulegen. Aus biologischer Sicht entstehen durch den Transport der Eier über lange Distanzen grosse Verluste. Zudem würde es ein Fischereiaufseher aus logistischer Sicht alleine nicht mehr schaffen, den guten Betrieb einer solchen Anlage sicherzustellen und die waadtländischen und freiburgischen Aufseher müssten täglich beachtliche Distanzen zurücklegen, um die bei den Berufsfischern gesammelten Eier zur Fischzuchtanlage zu bringen. Im Übrigen erhöhte eine Zusammenlegung der Brutanlage in einer einzigen Fischzuchtanstalt das Risiko von Krankheiten und Verunreinigung; und im Fall einer Störung könnte die Erbrütung eines ganzen Jahres zerstört werden.

4. DIE VERLEGUNG DER FISCHZUCHTANLAGE UND DES BOOTSHAUSES

4.1 Die touristischen Erschliessungsvorhaben der Gemeinde Estavayer-le-Lac

Wie bereits erwähnt, sieht die Gemeinde Estavayer-le-Lac im Rahmen der Revision ihrer Zonennutzungspläne vor, den Sektor der bestehenden Fischzuchtanlage in die Tourismuszone aufzunehmen. Die Gemeinde schlug dem Staat daher vor, auf die Instandstellungsarbeiten der Fischzuchtanlage zu verzichten und auf benachbartem Land, das ihr gehört, eine neue zu bauen. Dazu muss zuerst ein Landabtausch zweier Parzellen von identischer Fläche vorgenommen werden.

Ein weiteres Vorhaben sieht den Bau eines Jachthafens beim Port de Sichel vor, wo sich derzeit das Bootshaus mit dem Aufsichtsboot des Staates befindet, das die Wildhüter-Fischereiaufseher benutzen. Im Rahmen eines solchen Umbaus müsste auch das bestehende Bootshaus verschwinden.

4.2 Stand der Verfahren

Die Gemeinde Estavayer-le-Lac und der Staat Freiburg haben bereits eine Vereinbarung unterzeichnet und damit ihre Absicht, einen Landabtausch vorzunehmen bestätigt. Sie konnten sich auch über die Bedingungen für den Abtausch einigen. Die Umsetzung dieser Vereinbarung hängt jedoch von der Annahme dieses Dekrets ab. Der Lageplan für diesen Landabtausch ist im Anhang dieser Botschaft zu finden.

4.3 Raumplanung

Die Revision des Richtplans des Uferbereichs sowie die Änderung der Ortsplanung (OP), Sektor Fischzucht, und des Detailbebauungsplans (DBP), Sektor Port de Sichel, waren im Dezember 2010 im Gange.

5. PROJEKTDESCHEIBUNG FÜR DIE NEUE FISCHZUCHTANLAGE

Auf der Halbinsel von Estavayer-le-Lac gelegen mit direktem Seeanstoss ist der neue Standort ideal für den Fischzuchtbetrieb und das Bootshaus. Dank der sanften Architektur fügt sich das Projekt der neuen Fischzuchtanlage in die Seeuferlandschaft ein. Die verschiedenen Wellenbewegungen sowohl im Grundriss als auch im Schnitt des Gebäudes machen es möglich, seinen Einfluss auf das Landschaftsbild sowohl vom See als auch vom Festland aus zu minimieren, und verleihen ihm einen Massstab ähnlich jenem der Ferienhäuser im Norden der Halbinsel.

Die Grösse der Fischzuchtanlage verbindet Einfachheit mit Effizienz, die Holzfassaden und das lange Dach mit drei Dachflächen verleihen der Anlage Sanftheit und Leichtigkeit und stellen sicher, dass sich der Umfang der Anlage in das sensible Umfeld einfügen lässt. Die Einfachheit findet sich auch in der Gestaltung im Innern der Fischzuchtanlage wieder, wo Effizienz und Funktionalität in einem kompakten Volumen angestrebt werden.

Was die Bauarbeiten betrifft, so wurde bei der Entwicklung des Projekts auf eine wirtschaftliche Umsetzung geachtet und darauf, dass das angekündigte Budget eingehalten wird. Da weitgehend Holz verwendet wird, ist der Bau auch ökologisch. Das Projekt wird auf einem ungünstigen Grund aus Seeablagerungen errichtet, was angemessene bauliche Massnahmen erforderlich macht. Die Struktur des Gebäudes besteht folglich aus einer Stahlbeton-Bodenplatte, die auf einer Reihe von Bohrpfehlen liegt. Auf diesem stabilen Grund werden Wände und Dachflächen aus Holz angebracht. Auch für die Fassaden- und Innenverkleidung ist Holz vorgesehen.

Um sicher zu gehen, dass an diesem Standort gebaut werden kann, haben die Dienststellen des Staates eine Machbarkeitsstudie erstellt. Um die Baukosten in Erfahrung zu bringen, wurde ein Architekturbüro damit beauftragt, ein Projekt und einen Kostenvoranschlag zu erstellen (Position 4.2.32 Ordnung SIA 103).

6. KOSTEN UND FINANZIERUNG

6.1 Gesamtkosten

Der gesamte Investitionsbetrag wird auf 2 Millionen Franken inkl. Mehrwertsteuer (MwSt.) von 8% veranschlagt. Diese Schätzung, deren Genauigkeitsgrad +/- 10% beträgt, setzt sich aus folgenden Elementen zusammen:

BKP	Arbeiten	Fr.
0	Boden	0
1	Vorbereitungsarbeiten	290 000
2	Gebäude	1 156 000
3	Betriebseinrichtungen	414 000
4	Umgebung	75 000
5	Baunebenkosten und Übergangskonten	64 000
9	Ausstattung	1 000
Total		2 000 000

6.2 Finanzierung

Für den Bau dieser Fischzuchtanlage verfügt das Amt für Wald, Wild und Fischerei bereits über einen Gesamtbetrag von 1 069 000 Franken. Dieser Betrag setzt sich wie folgt zusammen:

	Fr.
Verkauf der Fischzucht «En Redon», Gemeinde Pont-en-Ogoz; der Betrag wurde vorläufig im Reservefonds für den Staatswald erfasst.	502 000
Beteiligung der Gemeinde Estavayer-le-Lac	150 000
Massnahme des vom Staatsrat und vom Grossen Rat beschlossenen Plans zur Stützung der Wirtschaft	150 000
Übertrag auf 2011	267 000
Total der vorhandenen Finanzierung	1 069 000
Im Voranschlag 2012 vorzusehende ausserordentliche Investitionsausgaben	931 000

Für die Deckung der Kosten für die Arbeiten ist somit eine Investitionsausgabe von 931 000 Franken erforderlich, die im Voranschlag vorzusehen ist (2 000 000 Franken minus 1 069 000 Franken).

6.3 Betriebskostenentwicklung

Gegenüber den gegenwärtigen Betriebskosten ist kein Anstieg vorzusehen. Die Fischzucht wird weiterhin von den Wildhütern-Fischereiaufsehern der betreffenden Aufsichtsregion in enger Zusammenarbeit mit den waadtländischen Fischereiaufsehern wahrgenommen werden.

7. ZEITPLAN

Die Inbetriebnahme der Ersatzfischzuchtanlage ist für Herbst 2012 vorgesehen. Bis dahin werden in der alten Fischzuchtanlage nur die unerlässlichen Unterhaltsarbeiten wahrgenommen, und zwar nur um ihren Betrieb sicherzustellen.

8. REFERENDUM

Der verlangte Verpflichtungskredit von 2 000 000 Franken liegt unter dem in Artikel 45 Bst. b der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 festgelegten Betrag (1% der Gesamtausgaben der letzten Staatsrechnung oder 33,13 Millionen Franken, Rechnung 2009). Somit untersteht er nicht dem obligatorischen Finanzreferendum.

Der verlangte Verpflichtungskredit liegt auch unter dem in Artikel 46 Abs. 1 Bst. b der Kantonsverfassung für das fakultative Finanzreferendum vorgesehenen Betrag (1/4% der Gesamtausgaben der letzten Staatsrechnung oder 8,28 Millionen Franken, Rechnung 2009).

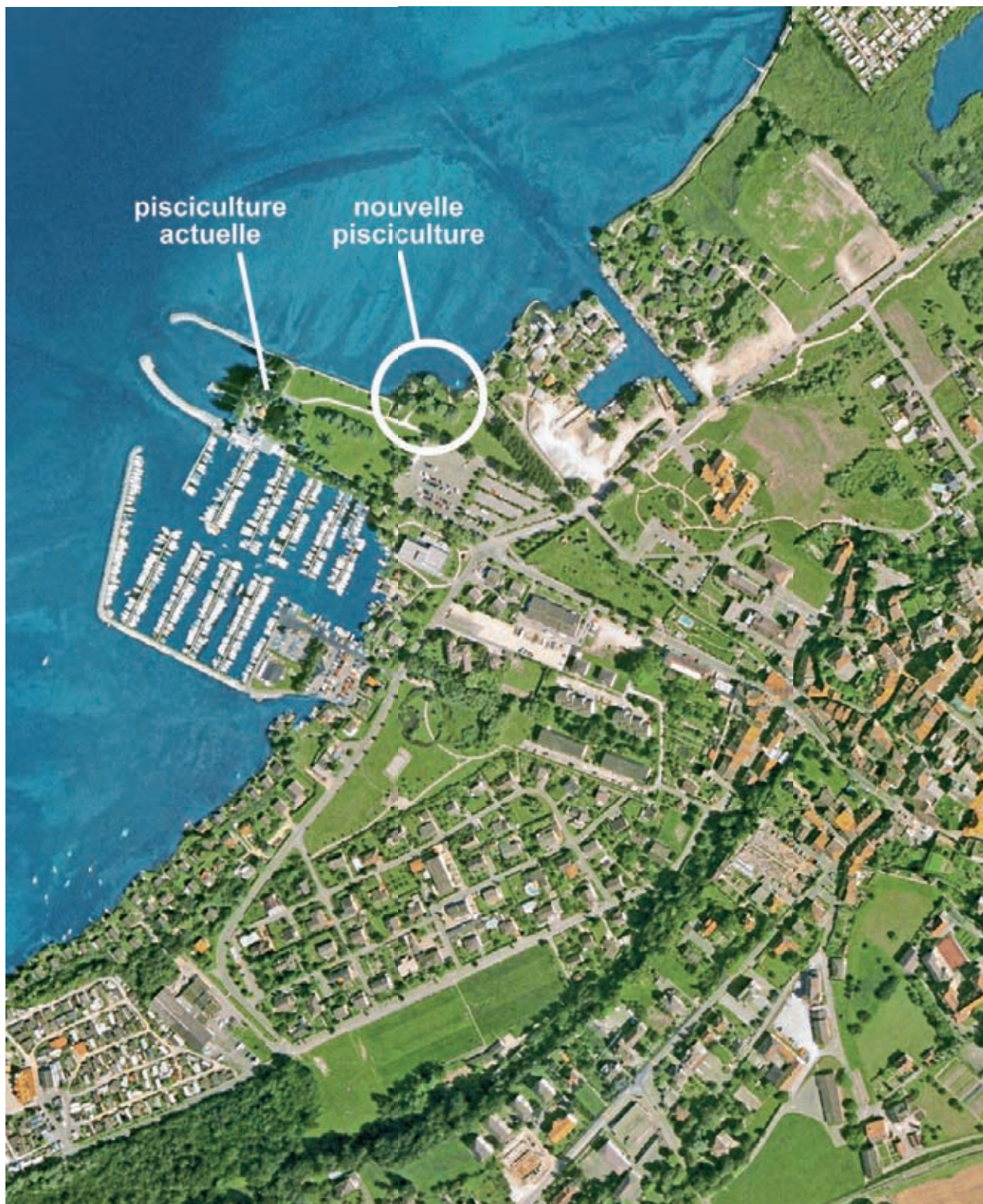
Das Dekret untersteht dem fakultativen Finanzreferendum somit nicht.

9. SCHLUSSFOLGERUNG

Wir ersuchen Sie, diesen Dekretsentwurf gutzuheissen.

Anhänge: – Auszüge aus dem Informationsdossier zu dem von Viridis Architecture, Freiburg, ausgearbeiteten Projekt vom 6. Oktober 2010, und zwar:

- Luftaufnahme
 - Umgebungsplan 1:500
 - Plan 1:200
 - Modellfotos
- Lageplan für das Landabtauschprojekt mit der Gemeinde Estavayer-le-Lac.
-



Construction d'une nouvelle pisciculture à Estavayer-le-Lac



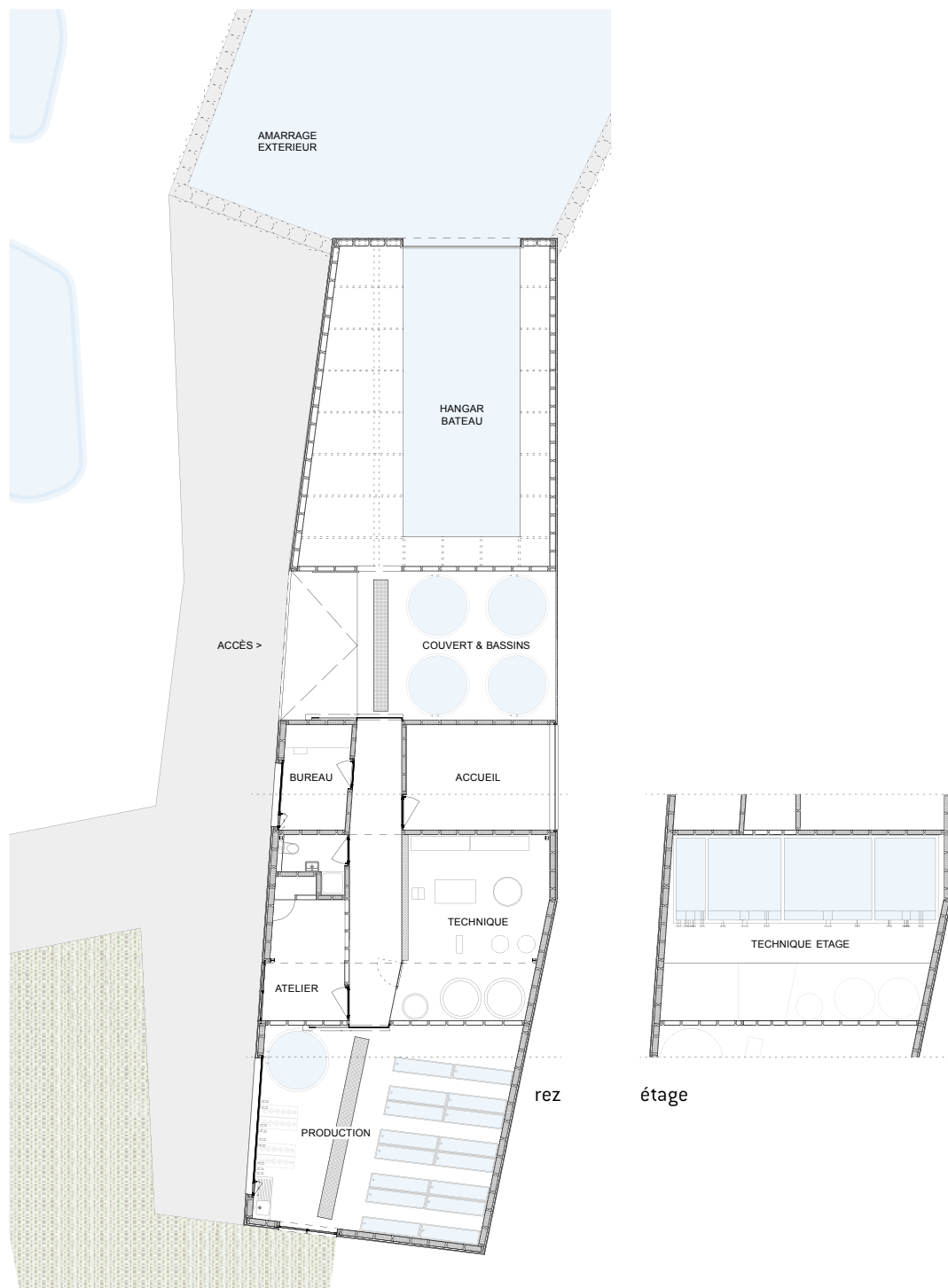


Construction d'une nouvelle pisciculture à Estavayer-le-Lac

Plan d'implantation
1:500
06.10.2010

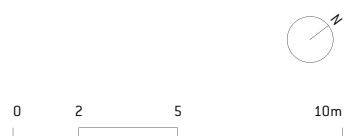


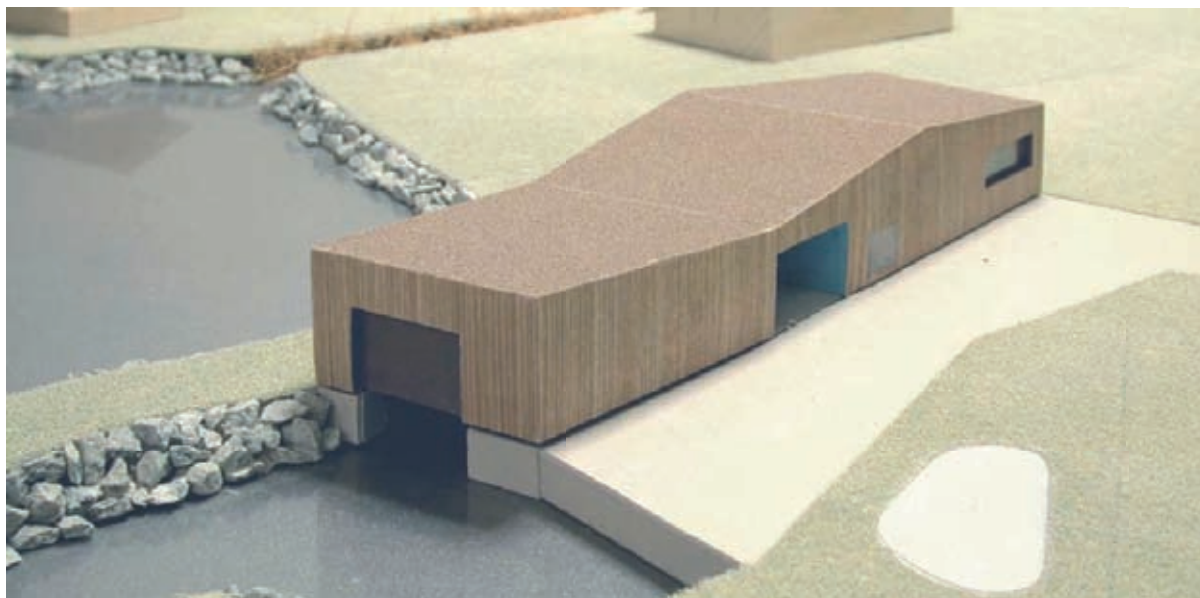
0 3 10 20m



Construction d'une nouvelle pisciculture à Estavayer-le-Lac

Plans
1:200
06.10.2010





Construction d'une nouvelle pisciculture à Estavayer-le-Lac

Photos de maquette
06.10.2010

PLAN DE SITUATION POUR PROJET D'ECHANGE

Commune : Estavayer-le-Lac

Plan : 33

Echelle : 1:1000

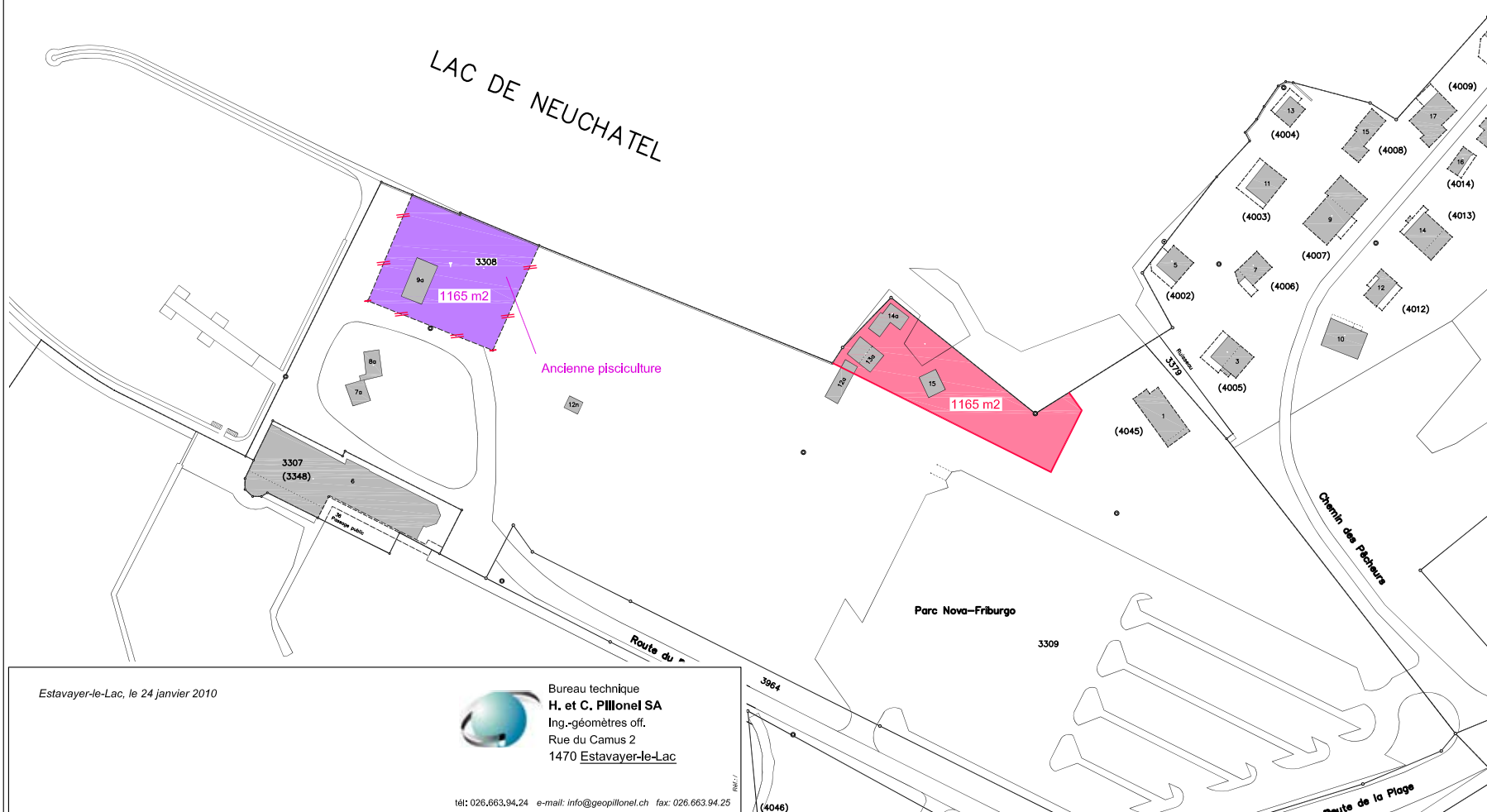
Parcelle(s) n° : 3308 - 3309 (subdivisée) et Domaine
Public des Eaux

Propriétaire(s) : Commune d'Estavayer-le-Lac (3309) et Etat de Fribourg, Direction de l'aménagement de l'Environnement
et des Constructions (3308)

Nom local : Place Nova Friburgo, Route du Débarcadère



REMARQUE: La commune d'Estavayer-le-lac concédera, sur sa parcelle n° 3309,
un droit de passage à pied et pour tous véhicules en faveur de la
nouvelle parcelle de l'Etat de Fribourg



Estavayer-le-Lac, le 24 janvier 2010



Bureau technique
H. et C. Pillonel SA
Ing.-géomètres off.
Rue du Camus 2
1470 Estavayer-le-Lac

tél: 026.663.94.24 e-mail: info@geopillonel.ch fax: 026.663.94.25

Décret

du

relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour la construction d'une pisciculture de remplacement

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;
Vu l'article 32 du concordat du 19 mai 2003 sur la pêche dans le lac de Neuchâtel;
Vu l'article 31 de la loi du 15 mai 1979 sur la pêche;
Vu le message du Conseil d'Etat du 1^{er} mars 2011;
Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1

Le projet de construction d'une pisciculture de remplacement à Estavayer-le-Lac est approuvé.

Art. 2

Un crédit d'engagement de 2 000 000 de francs est ouvert auprès de l'Administration des finances.

Art. 3

Les crédits de paiement nécessaires à la construction seront portés au budget du Service des forêts et de la faune et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

Dekret

vom

über einen Verpflichtungskredit für den Bau einer Ersatzfischzuchtanlage

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;
gestützt auf Artikel 32 des Konkordats vom 19. Mai 2003 über die Fischerei im Neuenburgersee;
gestützt auf Artikel 31 des Gesetzes vom 15. Mai 1979 über die Fischerei;
nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 1. März 2011;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Projekt für den Bau einer Ersatzfischzuchtanlage in Estavayer-le-Lac wird gutgeheissen.

Art. 2

Bei der Finanzverwaltung wird ein Verpflichtungskredit von 2 000 000 Franken eröffnet.

Art. 3

Die zum Bau erforderlichen Zahlungskredite werden im jährlichen Voranschlag des Amtes für Wald, Wild und Fischerei aufgenommen und entsprechend dem Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

Art. 4

Les dépenses relatives aux travaux seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément aux dispositions de l'article 27 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat.

Art. 5

Le présent décret n'est pas soumis au referendum financier.

Art. 4

Die Ausgaben für den Bau werden in der Staatsbilanz aktiviert und nach Artikel 27 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates abgeschrieben.

Art. 5

Dieses Dekret untersteht nicht dem Finanzreferendum.